



**PRÉFET
DES DEUX-SÈVRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres

Niort, le 10/11/2025

ZI de Saint-Liguaire
4 rue Alfred Nobel
79000 Niort

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Emmanuel FAUCHER

34 rue André Giannesini
79270 Frontenay-Rohan-Rohan

Références : 0100300595/2025/352
Code AIOT : 0100300595

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/09/2025 dans l'établissement Emmanuel FAUCHER implanté Parcelle n°0054 Section ZS 79270 Frontenay-Rohan-Rohan. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite fait suite à la constatation d'un déchargement de matières sur la parcelle ZS 0054 sur la commune de Frontenay-Rohan-Rohan.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Emmanuel FAUCHER
- Parcelle n°0054 Section ZS 79270 Frontenay-Rohan-Rohan
- Code AIOT : 0100300595
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Monsieur Emmanuel Faucher, directeur de la société Emma, est propriétaire de la parcelle ZS 0054 à Frontenay-Rohan-Rohan, sur laquelle des dépôts de matières inertes ont été constatés. Les activités exercées sur ce site consistent en un transit de déchets inertes (2517), et la superficie est inférieure au seuil de la déclaration (5 000 m²).

Il convient cependant de veiller à ce que les dépôts de déchets inertes ne restent pas sur le site plus de trois ans, afin d'éviter une requalification en activité de stockage (2760). De plus, seuls des déchets inertes doivent être présents, à l'exclusion de tout déchet dangereux ou non inerte.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- ISDI

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 16/10/2007, article R.511-9	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les activités exercées sur ce site consistent en un transit de déchets inertes (2517), et la superficie est inférieure au seuil de la déclaration (5 000 m²).

Il a été demandé à l'exploitant d'évacuer les déchets dont la présence sur le site est supérieur à 3 ans car dans ce cas, l'activité correspond à celle de stockage de déchets inertes (2760) et l'exploitant n'est pas autorisé afin d'exercer cette activité. Il a été constaté au fond du site, des déchets non dangereux non inerte dont de la laine de verre. Il a donc aussi été rappelé à l'exploitant que seuls des déchets inertes doivent être présents et qu'il est donc interdit d'entreposer des déchets dangereux ou non inerte.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/10/2007, article R.511-9		
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative		
Prescription contrôlée : La colonne « A » de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Annexe (4) à l'article R.511-9 :		
2517	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux non inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques, la superficie de l'aire de transit étant :	
	1. Supérieur à 10 000 m ²	E
	2. Supérieur à 5 000 m ² , mais inférieur ou égale à 10 000 m ²	D
Constats : Lors de l'arrivée sur site, il a été constaté que le propriétaire, également exploitant de la parcelle 0054 de la section ZS sur la commune de Frontenay-Rohan-Rohan, déchargeait un camion de déchets inertes. L'exploitant a indiqué qu'il entreposait ces déchets, issus de chantier, en attente de leur broyage et de leur concassage, et a précisé qu'il ne pratiquait pas le stockage, mais le transit. Il a été observé que certains tas présentaient de la végétation. Lors de la visite, l'inspection a rappelé à l'exploitant que, selon le Code de l'environnement, le dépôt temporaire de déchets inertes dans une installation de transit ne doit pas excéder trois ans s'il s'agit de préparer leur transport en vue d'une valorisation dans un autre lieu. Par ailleurs, il est maintenant précisé que ce délai est réduit à un an si l'entreposage précède leur transport vers un lieu de stockage définitif. Au-delà de ces durées, le dépôt est considéré comme du stockage et non plus comme du transit. L'exploitant a indiqué envoyer ses déchets non inertes chez Rouvreau, mais aucun justificatif n'a été présenté lors de l'inspection. En effet, au fond de la parcelle, des tas de déchets non inertes, issus de la destruction d'un bâtiment, ont été constatés. Parmi ces déchets figuraient notamment de la laine de verre, classée comme déchet non dangereux non inerte. Pour information, les installations de stockage de déchets non dangereux (ISDND) sont soumises à autorisation dès le premier déchet stocké. L'exploitant n'est pas autorisé à exercer l'activité de stockage de déchets non dangereux. Si l'exploitant souhaite poursuivre son activité de transit de déchets inertes sur la parcelle 0054 de la section ZS, il lui est interdit de faire transiter ou de stocker des déchets dangereux ou non inertes. Pour information, les déchets inertes sont des déchets qui ne subissent aucune modification physique, chimique ou biologique importante. Les déchets inertes ne se décomposent pas, ne brûlent pas et ne produisent aucune autre réaction physique ou chimique, ne sont pas biodégradables et ne détériorent pas d'autres matières avec lesquelles ils entrent en contact, d'une manière susceptible d'entraîner une pollution de l'environnement ou de nuire à la santé humaine. Les vues aériennes et la visite du site ont permis d'estimer que la superficie des tas présents sur le site est inférieure au seuil de 5 000 m ² applicable aux installations de transit de déchets inertes		

soumises à déclaration. Ainsi, pour la superficie constatée, cette activité n'est pas soumise à la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection l'ensemble des justificatifs d'évacuation des déchets non inertes depuis 2024.

À titre de rappel, tout déchet inerte entreposé sur le site depuis plus de trois ans est considéré comme du stockage et non comme du transit. Or, l'activité de stockage de déchets inertes (ISDI) est soumise à enregistrement et nécessite le dépôt d'un dossier de demande d'enregistrement auprès de la préfecture des Deux-Sèvres.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois